

[Retour](#)

Article

SOMMAIRE

[Article](#)[Sur ce thème voir aussi](#)

Carte électronique diffusée en décembre 2008 par le groupe anarchiste grec Resalto représentant un arbre de Noël incendié par de jeunes manifestants sur une place d'Athènes.
© Resalto

Grèce. Le *Synaspismos*, tiraillé entre social-démocratie et anarchisme

Dimitri Kitsikis*

Contrairement à ses partenaires d'Europe occidentale, la Grèce n'est pas un pays de tradition réformiste social-démocrate⁽¹⁾. Partie intégrante de la région intermédiaire de civilisation entre l'Est et l'Ouest⁽²⁾, ce pays se caractérise par une scène politique atypique où se côtoient, à gauche, un communisme ultra-orthodoxe avec le KKE et un anarchisme violent qui, malgré la disparition de l'organisation du 17 Novembre (date de la manifestation étudiante organisée en 1973 contre la junte militaire) en 2003, connaît aujourd'hui un regain d'activité. Le KKE, fondé le 4 novembre 1918, a connu de longues périodes de clandestinité (1936-1944 et 1947-1974). Son dernier congrès en date (18-22 février 2009) a été marqué par un retour au stalinisme sous l'égide d'Aleka Papariga, à la tête du Parti depuis dix-huit ans. Quant au mouvement anarchiste, il est né en 1860 et a toujours préconisé le recours à la violence, notamment sous la dictature des colonels (1967-1974). Le mouvement du 17 Novembre s'inscrit dans cette mouvance ; ce groupe a exécuté 23 personnes de 1975 à 2000 et fut démantelé en 2002-2003.

Jusqu'à la chute de la junte militaire en 1974, il n'existait pas de parti de masse de sensibilité social-démocrate. Ce courant de pensée n'était alors représenté que par un petit nombre d'intellectuels fortement influencés par la culture occidentale, ainsi que par des organisations ou des partis de taille extrêmement réduite. A l'époque, la formation la plus connue était l'Union de la démocratie populaire (ELD), dirigée par le professeur Alexandre Svolos (1892-1956), qui n'avait recueilli aux élections législatives de 1951 que 3 912 voix et qui disparut par la suite.

La social-démocratie fut littéralement fabriquée, et de main de maître, par Andréas Papandréou, à partir de 1974 : il transforma le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), successeur du Mouvement de libération panhellénique (PAK) créé à Stockholm en 1968, en parti réformiste social-démocrate de masse. Néanmoins, son intention de réduire l'influence du Parti communiste grec KKE, jusqu'à la neutraliser complètement, en se déclarant héritier du mouvement de résistance à l'occupant, de 1941-1944, l'EAM (Front national de libération), ne s'est pas réalisée, puisque le KKE recueille toujours aujourd'hui, aux élections législatives, de 7 à 8 % des suffrages, ses meilleurs scores par le passé n'ayant jamais dépassé 10 %. L'entrée en scène du PASOK contribua cependant à remplacer le bipartisme traditionnel, entre le parti libéral et le parti de la droite modérée, dite sociale, par une nouvelle alliance associant le centre droit libéral et la social-démocratie.

Points de repère

Nature de l'État : république unitaire**Nature du régime** : parlementaire**Parlement** : monocaméral ; 300 députés**Chef de l'État** : Károlos Papoúlias, depuis le 12 mars 2005**Chef du gouvernement** : Georges Papandréou (PASOK), depuis le 5 octobre 2009**Majorité parlementaire** (élections du 4 octobre 2009) : Mouvement socialiste panhellénique – PASOK (43,92 % des voix et 160 sièges)**Principaux partis d'opposition** : Nouvelle démocratie (ND), Parti communiste (KKE), Alerte populaire orthodoxe (LAOS, extrême droite), Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)

À partir de 1968, la social-démocratie et le Parti communiste se trouvèrent un terrain commun dans les sables mouvants de la multitude de formations politiques qui se détachaient du tronc central du KKE, comme des pelures d'oignon. Certaines d'entre elles, trop fragiles, s'envolaient et disparaissaient, d'autres par contre prenaient racine, tout en évoluant du radicalisme vers le réformisme social-démocrate, jusqu'à rejoindre parfois le PASOK. C'est à cet espace commun qu'est donné le nom de *Synaspismos*.

L'émergence du *Synaspismos*

Du 5 au 15 février 1968, s'est réuni à Budapest le 12^e plénum élargi du comité central du parti communiste KKE, qui était hors-la-loi en Grèce, depuis 1947. Le populisme pratiqué par la dictature militaire qui avait réussi à chasser le roi Constantin – lequel s'était réfugié à Rome – rendait beaucoup plus ardue la lutte clandestine du Parti communiste à l'intérieur du pays. Le camp socialiste, URSS en tête, avait adopté une position d'attente face aux militaires grecs, des rumeurs laissant à penser que le chef de la junte, Giorgos Papadopoulos, surnommé « le petit Nasser », notamment en raison de son admiration non dissimulée pour le raïs égyptien, pourrait évoluer, avec le temps, vers le neutralisme, malgré ses positions

instaurer en Tchécoslovaquie. bureau de l'intérieur », installé rapprochaient aux « hommes du l'eurocommunisme, apparu da schisme tourna inévitablement à « l'hérésie », représentée en l'occurrence par la social-démocratie. Il est vraiment impressionnant de constater, au travers des textes officiels successifs du KKE-intérieur, son glissement graduel vers une phraséologie de plus en plus réformatrice⁽⁴⁾.

Le parti de l'intérieur cessa d'exister en 1987 et fut remplacé par une nouvelle formation, *Hellenike Aristera* (Gauche grecque). Aux élections législatives de 1989, celle-ci constitua une coalition (en grec, *synaspismos*) avec le KKE que l'on cessa d'appeler de l'extérieur. Néanmoins, la chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes de l'Est européen, en 1989, plongèrent tous les partis communistes de la planète dans la confusion et le désarroi. Une fois encore, un certain nombre d'adhérents du KKE quittèrent le Parti pour former le NAR (*Neo Aristero Reuma* ou Nouveau courant de gauche). En 1991, lors de son 13^e congrès, une nouvelle frange, composée de ceux que la presse qualifiait d'*ananeotikoi* (partisans du renouvellement) quitta le KKE et le parti se retira du *Synaspismos*. Cette épuration frappa 39 membres du comité central, soit 45 % de leur nombre total, y compris le secrétaire général, Grigoris Farakos, ainsi que cinq députés étiquetés KKE, tous ayant été accusés de révisionnisme. Parmi eux se trouvait la présidente communiste de *Synaspismos*, Maria Damanaki, issue d'une famille juive de Crète, qui a finalement rejoint les rangs du PASOK et a été nommée, fin 2009, commissaire de l'Union européenne aux Affaires maritimes et à la Pêche. Le NAR quant à lui, disparut pour renaître en janvier 2009, sous la forme d'un groupuscule anti-européen portant le nom de Ant.Ar.Sy.A (*Antikapitalistike Aristere Synergasia gia ten Anatrope*, soit Collaboration de la gauche anticapitaliste pour le renversement de l'État bourgeois).

Après que le KKE se fut retiré, en 1991, de *Synaspismos*, celui-ci s'est transformé en parti. Néanmoins, aux élections de 1993, il n'obtint que 2,94 % des voix et Maria Damanaki céda la présidence à Nikos Konstantopoulos qui réussit à faire remonter les résultats du parti à 6,26 % aux élections européennes de 1994 et à 5,1 % aux élections législatives de 1996. Néanmoins, après le scrutin législatif de 2000, le parti perdit encore nombre de ses adhérents partisans d'une entente avec le PASOK. Le chef de file de ce courant, Nikos Bitsis, devint vice-ministre dans le troisième gouvernement de Kostas Simitis, formé le 13 avril 2000, tandis que Maria Damanaki rejoignait les rangs du PASOK, en janvier 2004 et se faisait élire député sous l'étiquette de ce parti en 2004, en 2007 et en 2009, entérinant ainsi sa dérive progressive vers la social-démocratie ; pour sa part, le KKE en revenait à des positions strictement orthodoxes, parvenant à élargir son électorat (avec 8,35 % et 7,54 % respectivement, aux élections européennes et législatives nationales de 2009).

Le *Synaspismos* se transforma, à nouveau, en coalition de partis, aux élections législatives de 2004, auxquelles il se présenta sous le nom de SYRIZA ou *Synaspismos tes Rizospastikes Aristeras* (Coalition de la gauche radicale), en regroupant autour de lui et du héros de la Résistance Manolis Glezos, des groupuscules anarchistes, trotskistes, maoïstes, communistes, écologistes, ainsi que des militants exclus récemment du KKE. Fut élu à sa tête, le 12 décembre 2004, à la place de Nikos Konstantopoulos, une personnalité remarquable, l'économiste Alekos Alavanos, député et membre du comité central du KKE jusqu'en 1991. Il appartient à une grande famille de propriétaires fonciers, catholique, dont les ancêtres italiens s'étaient installés dans l'île de Tinos. Il est le fils de l'ancien député libéral Nicolas Alavanos et le petit fils du vice-président de la Chambre des députés, Constantin Alavanos. L'un de ses frères, Constantin Alavanos junior a été élu député de l'Union du centre démocratique (EDIK) aux élections de 1974 et de 1977 et fut vice-ministre dans le gouvernement d'union nationale constitué en 1974, tandis que son autre frère, Ioannis, préside la Chambre technique de Grèce. Alekos Alavanos représente le cas typique de l'intellectuel qui se donne corps et âme, de façon complètement désintéressée, à la cause communiste, pour être ensuite accusé de déviation bourgeoise. Bien que n'étant pas anarchiste, il se montre ouvert à cette doctrine. Enfin, il a déployé d'importants efforts pour venir en aide, grâce à une organisation humanitaire, aux populations de l'ex-Yougoslavie lors de la guerre au Kosovo en 1999.

Bien qu'Alekos Alavanos soit encore relativement jeune – il est né en 1950 –, il décida de démissionner le 10 février 2008, pour laisser la présidence de SYRIZA à un jeune homme de 33 ans, Alexis Tsipras. Cela était bien dans les manières d'Alekos Alavanos qui a foi dans les vertus de la jeunesse révolutionnaire. Alexis Tsipras n'était pas député à cette époque (il fut élu pour la première fois lors des élections législatives d'octobre 2009), mais il avait milité dans les mouvements de jeunesse du KKE, puis de *Synaspismos*.

La révolte de décembre 2008

À partir de la deuxième moitié de l'année 1974 qui vit la chute de la dictature militaire, le retour en Grèce du PAK d'Andréas Papandréou et sa transformation, le 3 septembre, en PASOK, la guérilla urbaine menée par des groupes de jeunes « casseurs » qui s'infiltraient dans des manifestations pacifistes, utilisant les méthodes qui furent, plus tard, celles des *Black Blocs*, l'anarchisme et l'extrême gauche dite *antioxousiastike* (anti-pouvoir) se sont emparés de la rue dans les grandes villes, et notamment à Athènes et à Thessalonique. Il s'agissait d'un phénomène typique de la *metapoliteuse* (période de l'après-junte), que la coalition Nouvelle Démocratie-PASOK alors au pouvoir a qualifié de terrorisme mais qui traduisait un malaise profond de la société grecque, face au retour d'exil de ceux qui avaient tenu les rênes du pays avant le régime des colonels, comme les familles politiques Mitsotakis, Caramanlis et Papandréou. Aucun des maux dont souffrait la société grecque bien avant le coup d'État du 21 avril 1967 ne fut résorbé après 1974 et Constantin Caramanlis senior fit entrer la Grèce dans l'Union européenne (1981) et Kostas Simitis dans la zone euro (2001) pour éviter au régime en place, selon les dires du premier, d'avoir à régler des problèmes réputés insurmontables. Que l'Europe s'en charge, pensait-il.

Le KKE, redevenu enfin légal, après une génération passée dans la clandestinité⁽⁵⁾, concevait une profonde méfiance à l'égard des services secrets américains qui ne cessaient d'opérer en provocateurs dans des milieux où l'individualisme anarchiste ne permettait pas de se protéger contre les infiltrations de la police. Etablissant un parallèle avec le mouvement de mai 1968 en Europe occidentale, le KKE ne soutint pas la rébellion de décembre 2008. Celle-ci débuta à Athènes, le 6 décembre, après qu'un élève de 15 ans, Alexis Grigoriopoulos, eut été abattu par un policier dans le quartier d'Exarcheia, avec pour conséquence la résurgence du mouvement anarchoterroriste. Ce mouvement s'étendit rapidement à toute la Grèce et l'année 2009 fut émaillée d'un nombre impressionnant d'actes terroristes, qui ont culminé avec le premier anniversaire de « Décembre », marqué par la participation de groupes anarchistes venus de toute l'Europe et le déploiement sur le toit de l'université de style néo-classique, au centre d'Athènes, du drapeau rouge et noir, avec son A cerclé, de l'anarchisme. En 2009 tout comme en 2008, le KKE dénonça avec vigueur la rébellion anarchiste, estimant qu'elle avait été exploitée par les services secrets américains, afin de déstabiliser le gouvernement Caramanlis junior, qui semblait vouloir se rapprocher de la Russie et de la Chine. Cette hypothèse se trouve d'ailleurs corroborée par le fait qu'en décembre 2009, le nouveau gouvernement Papandréou, bien en cour à la Maison-Blanche, reçut une aide logistique accrue d'outre-Atlantique pour mater, plus efficacement que son prédécesseur conduit par Constantin Caramanlis, les manifestations de rue, à l'occasion desquelles 1 000 militants grecs et étrangers furent arrêtés par environ 10 000 policiers.

Par contre, le *Synaspismos*, sur l'initiative d'Alekos Alavanos, soutint la jeunesse révoltée, ce qui lui valut, peut-être, une chute impressionnante de sa cote de popularité après que celle-ci fut montée en flèche dans les sondages, jusqu'à 18 %, avec l'élection à la présidence du jeune Alexis Tsipras : aux élections législatives du 4 octobre 2009, il n'était plus crédité que de 4,60 % des suffrages.

Synaspismos, un mélange de tendances

Les 27 et 28 novembre 2009 eut lieu à Athènes la 3^e Conférence panhellénique de *Synaspismos*-SYRIZA⁽⁶⁾, composée, à cette date, de pas moins de onze organisations qui s'affrontèrent sur un certain nombre de points. Il est d'ailleurs dans la philosophie même de *Synaspismos* d'encourager les groupes et tendances en son sein ainsi que les débats d'idées, considérés comme l'antidote au principe de la centralisation démocratique contraignant les membres d'un parti à en suivre scrupuleusement la ligne. En conséquence, *Synaspismos* se trouve, en permanence, au bord de l'implosion.

Cette 3^e Conférence fut particulièrement houleuse et a connu un certain nombre de temps forts. Ainsi, les *ananeotikoi* (partisans du renouvellement), représentés par Leonidas Kyrkos, ancien communiste et ancien membre du comité exécutif de l'EDA (Union démocratique de la gauche qui a occupé de 1951 à 1967 la place laissée vacante par le KKE alors interdit) et évoluant de plus en plus vers une social-démocratie conservatrice, ont exhorté leurs partisans à mener la bataille au sein de *Synaspismos* et, au cas où ils ne seraient pas entendus, à « claquer la porte » et à former une nouvelle organisation. L'appel est sans équivoque aucune : « La gauche des *ananeotikoi* doit sortir de la cohabitation

Résultats des élections législatives du 4 octobre 2009

	Nombre de voix en %	Nombre de sièges	Variation (+/-) du nombre de sièges par rapport au scrutin du 16 sept. 2007
Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	43,92	160	+ 58
Nouvelle démocratie (ND)	33,48	91	- 61
Parti communiste de Grèce (KKE)	7,54	21	- 1
Alerte populaire orthodoxe (LAOS)	5,63	15	+ 5
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)	4,60	13	- 1
Verts écologistes (OP)	2,53	0	--
Autres	2,30	0	--

catastrophique avec les forces de la gauche... En poursuivant votre navigation, vous consentez à l'utilisation des cookies pour disposer d'offres adaptées à vos centres d'intérêts. Pour gérer et modifier ces paramètres, [cliquez ici](#). Fermer

Alexis Tsipras, chef de *Synaspismos*, a déclaré, pour sa part, que lui et nombre de partisans de son mouvement « n'en pouvaient plus des divisions et des ruptures. Nous n'en voulons pas de nouvelles », situation dont il rend responsable, sans le nommer, son ancien mentor, A. Alavanos. Dans le même temps, le coordonnateur du secrétariat de SYRIZA, Antoine Davanelos, estimait que la coalition devait être élargie aux forces de la gauche social-démocrate, en rupture avec la politique du PASOK, ainsi qu'à des organisations écologistes.

Alekos Alavanos, dans son intervention, a fustigé ses camarades pour avoir échoué sur trois points : la remise en cause du bipartisme ; l'instauration d'un nouveau rapport de forces entre SYRIZA et le KKE en faveur de la première ; une large ouverture en direction de la jeunesse. Selon lui, il « faut faire peur » aux dirigeants du pays et suivre en cela la tactique du KKE. Mais comme le véritable gouvernement n'est pas à Athènes mais à Bruxelles, il faut se détacher de l'Union européenne et dénoncer le traité de Maastricht. Sur ce point également, Alekos Alavanos se rapproche du KKE, foncièrement anti-européen, et se situe donc, au sein de SYRIZA, à l'opposé de la position prise par Leonidas Kyrkos.

L'organe de la coalition, *Avgi*, publia dans ses colonnes, le 1^{er} décembre 2009, une violente diatribe d'un collaborateur de Leonidas Kyrkos contre Alekos Alavanos pour le soutien qu'il avait apporté aux jeunes insurgés de décembre 2008. L'article avait pour titre « Rien ne va plus au *Synaspismos*, ni à SYRIZA » et était signé d'André Nepheloudis, le neveu de Vasilis Nepheloudis, auteur de l'ouvrage bien connu paru en 1977, *Les racines de l'eurocommunisme en Grèce*. Il y était dit que le *Synaspismos* avait commis une erreur en se déclarant solidaire du mouvement qui avait pris l'initiative des événements de décembre 2008, notamment en participant à toutes les manifestations de protestation contre l'assassinat du jeune Alexis Grigoropoulos par la police, ces différentes postures jetant, selon André Nepheloudis, le discrédit sur l'ensemble de la gauche. Pour lui, tout cela relève du gauchisme et est donc condamnable.

Après les élections d'octobre 2009, la Grèce s'est enfoncée dans une crise économique et sociale profonde. Sur le plan politique, deux forces populaires sont susceptibles d'influer sur l'évolution de la situation intérieure : d'une part, le mouvement né des grandes manifestations de décembre 2008 et 2009, soutenu par Alekos Alavanos et, en sous-main, par l'action de l'anarchoterrorisme et, d'autre part, le KKE orthodoxe d'Aleka Papanigou, toutes deux prônant le renversement de « l'État bourgeois » par la violence. Une troisième force de renouvellement possible est constituée par la personnalité de Georges Papandréou junior, l'actuel Premier ministre. Mais avant même les élections de 2009, le KKE prévoyait que, d'ici deux ans environ, les deux grands partis (PASOK et Nouvelle démocratie) seraient contraints de collaborer pour sauver « l'État bourgeois » et que, pour sa part, il serait à nouveau mis hors-la-loi. Or, la raison profonde de l'impasse dans laquelle se trouve la Grèce actuellement doit être recherchée dans le retour manqué de la démocratie, en 1974, au lendemain de la chute de la junte militaire...

Notes

- (1) Dimitri Kitsikis, « Greece : Communism in a Non-Western Setting », in D.E. Albright (ed.), *Communism and Political Systems in Western Europe*, Boulder, Westview Press, 1979, pp. 211-242.
- (2) Entité de civilisation entre Orient et Occident, la Région intermédiaire inclut tous les pays se considérant comme des ponts de civilisation. Voir Dimitri Kitsikis, « Une vision géopolitique : la Région intermédiaire », *Relations internationales*, n° 109, printemps 2002, pp. 99-116.
- (3) Voir Dimitri Kitsikis, « Populism, Eurocommunism and the KKE » in Michael Waller and Meindert Fennema (eds), *Communist Parties in Western Europe. Decline or Adaptation ?*, Basil Blackwell, Oxford, 1988, pp. 96-113.
- (4) Voir, en particulier, la revue du KKE-intérieur, *Kommounistike Epitheorese*, ou *KomEp* (« Revue communiste »), qui réapparaît en juin 1969 à Francfort, en Allemagne fédérale, sous le titre de l'organe du KKE orthodoxe, créé en 1921. Ce dernier, redevenu légal à la suite de la chute du régime des colonels, se réapproprie la revue, en novembre 1974.
- (5) Voir Dimitri Kitsikis, « Greek Communists and the Karamanlis Government », *Problems of Communism*, Washington DC, vol. XXVI, janvier-février 1977, pp. 42-56.
- (6) Voir les textes des interventions dans l'organe de la coalition, *Avgi*, du 1^{er} décembre 2009.

* Professeur émérite, département d'Histoire, Université d'Ottawa (Canada), président d'honneur de la Fondation Dimitri Kitsikis

Pour citer cet article : Dimitri Kitsikis, « Grèce. Le *Synaspismos*, tiraillé entre social-démocratie et anarchisme », *Grande Europe* n° 16, janvier 2010 – La Documentation française © DILA

Mis à jour le 12/01/2010